

Changer vraiment !
Quelles politiques économiques pour la gauche ?
Note de la Fondation Copernic, Syllepse, 2012

Chapitre 8
Réindustrialisation écologique, nouvelles coopérations



Il peut paraître paradoxal de parler de réindustrialisation alors que l'essor de l'industrie s'est historiquement accompagné d'une explosion des dépenses d'énergie et des émissions de CO₂. Mais cette formule de « réindustrialisation écologique » n'est pourtant pas un oxymore, tout simplement parce que toute mesure contre le réchauffement climatique implique des investissements matériels, qu'il s'agisse par exemple d'énergies renouvelables ou d'isolation des logements. Le paradoxe n'est donc qu'apparent, et cette approche permet au contraire de dresser un pont vers un nouveau mode de développement qui constitue une alternative cohérente à la faillite du capitalisme.

1. L'impasse de la croissance compétitive

Coincés entre leur déni de la réalité et la conscience très vive des intérêts qu'ils défendent, les gouvernements, sous prétexte de pertes de parts de marché et de crise de la dette, proposent d'approfondir les mêmes recettes qui ont conduit à la débâcle. En France, le discours sur le « coût du travail » excessif revient en première ligne, sur la base d'un diagnostic erroné. Les pertes de parts de marché et la « désindustrialisation » (mesurée par la baisse de la part de l'industrie dans l'économie) ont peu de choses à voir avec le niveau des salaires. Bien d'autres mécanismes doivent être pris en compte : la sensibilité particulière de l'économie française au taux de change de l'euro, son effort d'innovation insuffisant, sa mauvaise spécialisation notamment sur les secteurs de technologie moyenne, la politique des grands groupes privilégiant le marché mondial et écrasant le développement des PME.

Tous les arguments sont mobilisés pour occulter ce constat. Pour certains, tout serait la faute de la mondialisation ou de l'euro. Il faudrait se protéger de la concurrence indue par un protectionnisme fiscal ou dégager des marges de manœuvre en sortant de l'euro. Mais c'est une impasse. Admettons même que les autres pays ne mènent pas la même politique : un gain de compétitivité-prix pourrait améliorer la balance commerciale, mais cette amélioration ne serait que provisoire, puisque les causes structurelles n'auraient pas été traitées. Par ailleurs, les projets protectionnistes restent absolument silencieux sur l'effet en retour sur les exportations françaises.

Tout cela revient en fin de compte à vouloir faire payer aux salariés les défaillances du capitalisme français. Après le niveau des salaires, ce sont les 35 heures qui sont désignées comme responsables des pertes de marché, contre toute évidence : « la diminution du temps de travail effectif n'explique qu'environ 10 % de la hausse du coût horaire de la main-d'oeuvre entre 1996 et 2008¹ ». Ce discours est d'autant plus trompeur que toutes les mesures bénéficiant aux entreprises ne se retrouvent pas dans la compétitivité-prix mais dans les dividendes versés aux actionnaires : entre 2000 et 2010, ces derniers ont augmenté de 100 %, contre 38 % pour la masse salariale.

¹ Bertrand Marc, Laurence Rioux, « [Le coût de la main-d'oeuvre : comparaison européenne 1996-2008](#) », dans *Emploi et salaires*, Édition 2012, Insee Références.

Ce projet néolibéral de « sortie de crise » mène à la catastrophe non seulement sociale, mais aussi économique en enclenchant une spirale récessionniste et, en fin de compte, une double guerre : contre les acquis sociaux et contre les autres pays. De plus, les projets d'inspiration social-libérale ont en commun de tabler sur un retour à la croissance qui manque de cohérence, parce qu'il n'interroge pas le contenu de cette croissance et ne remet en cause qu'à la marge l'actuelle répartition des revenus.

2. Produire autre chose, produire autrement

Un nouveau type de développement suppose de produire autrement. Les biens de consommation et les véhicules devraient être conçus selon un triple principe de durabilité, de modularité et de soutenabilité. La durabilité, c'est mettre fin à l'obsolescence programmée. La modularité, c'est économiser les faux frais résultant de l'absence de standardisation et de réparabilité des produits. La soutenabilité, c'est réduire le coût en énergie et en émissions de gaz à effet de serre de la fabrication et de l'usage de ces biens. Cette soutenabilité doit se décliner dans tous les secteurs, industriels et aussi agricoles, tellement les modes de production des biens alimentaires et le type de biens fournis peuvent se révéler non seulement néfastes pour l'environnement mais aussi préjudiciables pour l'accès de tous les humains à une alimentation équilibrée.

La recherche devrait être réorientée en fonction de tels objectifs, et c'est d'ailleurs l'un des points où les objectifs écologiques se heurtent frontalement à la logique capitaliste qui fonde une partie de sa rentabilité sur une rotation du capital et sur une obsolescence des produits aussi rapides que possible.

Les biens d'équipement et les biens intermédiaires devraient être conçus en fonction de processus de production eux aussi économes en énergie. Le champ de développement de cette « écologie industrielle » est immense, qu'il s'agisse d'efficacité énergétique, de sources d'énergie renouvelables, du traitement et du recyclage des déchets, de la conception de nouveaux matériaux (notamment d'isolation et d'emballage) et de recherche dans chacun de ces domaines.

3. Relocalisation

Il est nécessaire d'enclencher un processus de relocalisation de la production, c'est-à-dire un recentrage des activités conduites au plus près des besoins des populations. La première raison est évidemment l'irrationalité de toute une série de courants commerciaux favorisés à la fois par les différentiels de coûts et par la non-prise en compte des dégâts environnementaux de l'intensification des transports. Une taxe kilométrique sur les échanges internationaux permettrait de jouer sur ce dernier facteur.

La seconde raison, qui est rarement évoquée, est qu'une bonne partie des exportations françaises va à l'encontre du développement humain : les ventes d'armement et de centrales nucléaires y occupent une place importante, de même que les biens de luxe à destination du « 1 % ». Un pays devrait aussi être jugé à ce qu'il exporte. La relocalisation des productions permettrait d'atteindre un équilibre du commerce extérieur qui ne dépende pas de ces exportations globalement nuisibles.

Cette relocalisation diffère des recommandations visant à rétablir la compétitivité ou à « produire français ». Vouloir améliorer la compétitivité tout en conservant le même type de spécialisation est impossible. Penser que la baisse du coût du travail ou l'instauration de taxes aux frontières suffiraient pour relocaliser la production est une autre illusion. La mondialisation a en effet organisé les « chaînes de valeur » de telle sorte qu'un pays comme la France ne produit tout simplement pas ou plus certains biens, qu'il s'agisse par exemple des ordinateurs ou des jouets. Le projet d'une « reconquête de l'offre productive » (comme on disait dans les années 1980) qui se fixerait comme objectif de revenir à une division internationale du travail antérieure à la

mondialisation est hors de portée. La relocalisation n'a donc de sens que si elle s'accompagne d'une réorientation de l'appareil productif industriel, agricole, des services, qui implique d'autres mesures que des aides aux entreprises et passe par des investissements guidés par une nouvelle logique.

4. De nouvelles coopérations

Face au défi climatique, la mise en place de nouvelles coopérations internationales n'est pas un projet angélique, elle représente une exigence objective. Mais cette perspective repose aussi sur l'épuisement progressif du processus de mondialisation. Il s'agit donc d'anticiper la nouvelle division internationale du travail, plutôt que de vouloir améliorer sa position dans celle qui existe actuellement.

La mondialisation capitaliste était au départ conçue de la façon suivante : le Sud devait devenir l'atelier du Nord, qui se réservait les productions à fort contenu technologique et à forte valeur ajoutée. Mais les choses ne se sont pas passées comme prévu : les pays émergents se sont mis à « remonter les filières » vers les secteurs à moyenne ou haute technologique. Cet « effet boomerang » a conduit à un grand renversement dont il faut mesurer l'ampleur. Entre 2000 et 2007, la production industrielle des pays avancés a augmenté de 9 %, puis la crise l'a fait retomber à un niveau qui est aujourd'hui le même qu'il y a 10 ans. Dans le même temps, la production industrielle des pays émergents a plus que doublé, si bien qu'en 2011, elle représente 54 % de la production mondiale, contre 35 % en 2000².

Ce qui est en train de se passer, notamment en Chine, constitue une inflexion considérable, dont le moteur est la progression des salaires. Ces derniers y ont augmenté en moyenne de 15 % par an entre 2000 et 2010³. Comme ce mouvement n'est pas compensé par les gains de productivité, l'avantage comparatif de la Chine se réduit, d'autant plus que le cours du yuan s'est apprécié de 30 % par rapport au dollar depuis 2004. La croissance chinoise est ainsi en train d'amorcer un double recentrage : sur la demande intérieure, ce qui veut dire que le rôle moteur des exportations est appelé à se réduire, et sur la zone asiatique avec laquelle les échanges s'intensifient. Certes, ce mouvement est inégal mais il va beaucoup plus vite que ce que l'on pouvait imaginer il y a quelques années. Toute politique ambitieuse devrait anticiper de telles évolutions.

Le recentrage des économies sur la satisfaction des besoins sociaux domestiques permettrait de rompre avec la logique du tout à l'export et donc de « dégonfler » les flux commerciaux. Mais ils ne seraient pas supprimés pour autant. La question qui se pose alors est de savoir quel est l'arrangement optimal qu'il faut viser. On retrouve au niveau mondial les deux conceptions de la construction européenne (concurrence ou harmonisation) : ou bien on considère que l'économie mondiale doit être le champ où se déploie une concurrence « libre et non faussée » présentée abusivement comme un jeu gagnant-gagnant, ou bien on vise à la réorganiser en vue de la satisfaction optimale des besoins de l'humanité. La première vision est souvent présentée comme la seule réaliste, mais elle est sans doute déjà dépassée par les évolutions en cours ; en tout cas, elle est absolument incapable de répondre aux défis sociaux et écologiques.

La réponse ne doit en tout cas pas être laissée à des mécanismes de marché aveugles. Il faut au contraire introduire des éléments de régulation, en particulier la stabilisation du cours des matières premières et la mise en place d'accords de coopération. Cette notion de coopération doit être interprétée en termes dynamiques et prendre en compte les nécessaires transitions. Elle passe par des éléments de planification et l'introduction d'un calcul économique en valeurs d'usage. Par exemple : la France construit tel équipement en Chine, et en échange programme l'achat d'un volume donné de biens chinois. Cet accord vaut pour une certaine période puis il est renégocié. Dans un tel schéma, les intervenants ne sont plus les multinationales mais des organes de planification.

² Source : [CPB World Trade Monitor](#)

³ Source : Boston Consulting Group, [Made in America, Again. Why Manufacturing Will Return to the US](#), 2012.

5. Europe : bifurquer vers un modèle solidaire

Le commerce extérieur de la zone euro, prise comme un tout, est tendanciellement en équilibre. Mais, à l'intérieur, on assiste à un mouvement de divergence accentué entre les pays du « Nord » en excédent (Allemagne, Belgique, Finlande, Pays-Bas) et ceux du « Sud » en déficit (Espagne, Grèce, Italie, Portugal et France). Vouloir résorber ces déséquilibres en jouant sur la seule compétitivité-prix ne peut conduire qu'à un ralentissement généralisé de l'activité économique, et certainement pas à une réindustrialisation. Il faut, là aussi, anticiper sur l'épuisement du modèle allemand, qui ne peut durablement s'appuyer sur la priorité aux exportations, avec comme contrepartie la montée des inégalités sociales. Vue d'Europe, la réindustrialisation est souvent associée à une promotion des exportations. Mais une croissance tirée par la demande des pays émergents est destinée à s'épuiser dans la mesure où, comme on l'a vu, ceux-ci auront tendance à recentrer leur croissance sur la demande intérieure au profit de leur production industrielle nationale.

La sortie par le haut passe par un fonds européen d'investissements sociaux et écologiques, où la politique industrielle serait un outil d'harmonisation notamment en matière de transports et d'énergie. Il y a à cela deux conditions qui impliquent une rupture avec les tendances qui ont conduit à la crise. La première est de revenir sur la « préférence pour la finance » qui consiste à transférer aux actionnaires la majeure partie de l'amélioration des taux de marge fondée sur la compression salariale. La seconde est de donner à l'Europe les moyens de sa cohésion, à travers l'élargissement du budget européen, l'harmonisation (vers le haut) de la fiscalité sur le capital, et la valorisation de ses atouts qualitatifs.

Globalement, la perspective doit donc être une nouvelle division internationale plus coopérative, fondée notamment sur les transferts technologiques nécessaires pour accompagner la lutte contre le réchauffement climatique à l'échelle de la planète. Il faut aller non pas vers une démondialisation⁴ mais vers une autre mondialisation, définie par une division internationale du travail rationnelle. Les exportations ne deviennent pas un but en soi, mais en quelque sorte la « monnaie d'échange » des importations incompressibles et non substituables. Le mot-clé est encore une fois celui de coopération, qui renvoie à la définition d'une communauté d'intérêts et d'objectifs. Il y a au moins trois terrains privilégiés d'application : la lutte commune contre le réchauffement climatique, l'alimentation et la coopération en matière de santé. Dans chacun de ces cas, il s'agit de biens communs de l'humanité dont la gestion doit échapper au calcul économique marchand et à la spéculation.

6. La cohérence du modèle

Cette réorientation, qui est seulement esquissée ici, met en place un modèle de développement dont la cohérence est renforcée par des interactions positives. Ainsi, les nouveaux investissements sont un champ énorme de créations d'emplois utiles dans un très grand nombre de secteurs, parce que ce modèle introduit une double rupture dans la logique capitaliste. D'une part, les emplois sont créés en fonction de leur utilité sociale et non plus de la rentabilité escomptée des marchandises produites. Et d'autre part, la relocalisation et la durabilité accrue des biens produits permettent un arbitrage beaucoup moins contraint entre emploi et durée du travail.

Dans un tel modèle, la dépendance énergétique est réduite. Prenons l'exemple de la France, dont le déficit extérieur s'est creusé de 69 milliards d'euros entre 2002 et 2010. Certes cette dégradation s'explique en majeure partie par les résultats de l'industrie, mais le secteur de l'énergie y contribue quand même à hauteur de 40 %. La substitution d'énergies renouvelables au pétrole conduirait à réduire cette contrainte, parce que ces énergies sont par définition domestiques et pourraient échapper aussi aux échanges internationaux, à condition d'investir dans la fabrication des équipements correspondants.

⁴ Ce mot-valise pourrait être utilisé s'il ne servait pas d'étiquette au protectionnisme fiscal.

Le déficit extérieur d'un pays – ou d'un groupe de pays – a pour contrepartie des entrées de capitaux. Mais si cette source de financement se tarit, alors l'ajustement doit se faire par une réduction de l'activité économique. La relocalisation et la coopération permettraient de rééquilibrer les échanges extérieurs et de se soustraire à l'emprise des marchés financiers.

La force d'un tel modèle est donc d'apporter une réponse cohérente et coopérative sur ces trois dimensions essentielles : l'emploi, l'environnement et la configuration de l'économie mondiale. La tendance actuelle à vouloir revenir à tout prix au *business as usual* d'avant la crise va au contraire dans une direction exactement opposée : chômage et sous-emploi, productivisme, et concurrence exacerbée en Europe et dans le monde.

Pour engager la transition vers ce modèle, il faut évidemment effectuer un certain nombre de ruptures immédiates et s'en donner les moyens. L'outil indispensable est la constitution d'un fonds de développement écologique et social, à l'échelle de la France puis de l'Europe, qui aurait pour fonction de financer la réorientation de l'appareil productif en fonction d'objectifs qui devraient s'imposer aux choix d'investissement et de gestion des entreprises. Au niveau international, la France pourrait donner l'exemple en prenant l'initiative d'un plan de co-développement fondé sur le principe coopératif avec les pays du Maghreb. La viabilité de ce modèle suppose donc le renforcement de l'intervention publique, directe ou indirecte, et sa légitimité doit reposer sur la participation des salariés et des citoyens à la définition et à la mise en oeuvre de ces objectifs. Elle repose également sur la mise en oeuvre d'une planification démocratique, sociale et écologique, qui s'appuie notamment sur un secteur public important et rénové. C'est autour de ces grandes lignes que peut se construire une véritable alternative à la fuite en avant aveugle du capitalisme néolibéral.